



*Liberté
Égalité
Fraternité*



Agence Régionale de Santé (ARS)
Normandie
Secrétariat Général

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prélèvements et analyses de
coquillages dans le cadre de la
surveillance sanitaire des sites de
pêche à pied récréative effectuée
par l'ARS Normandie

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)










Consultation n°

2025-03





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
8.	LITIGE ET SANCTIONS	16
9.	FIN DU CONTRAT	18

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Prélèvements et analyses de coquillages dans le cadre de la surveillance sanitaire des sites de pêche à pied récréative effectuée par l'ARS Normandie
 Acheteur	Agence Régionale de Santé (ARS) Normandie
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
 Structure	3 lots
 Lieu d'exécution	Locaux du titulaire et déplacements en Normandie
 Durée	Variable - 3 reconductions
 Développement durable	Clause environnementale - Critère environnemental
 Variation des prix	Révisables (formule)
 Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Prélèvements et analyses de coquillages dans le cadre de la surveillance sanitaire des sites de pêche à pied récréative effectuée par l'ARS Normandie.

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation des prestations listées ci-dessous, pour l'ensemble des gisements naturels de coquillages fréquentés pour la pêche à pied récréative sur le littoral normand et faisant l'objet d'une surveillance sanitaire par l'ARS Normandie :

- les prestations de prélèvements et de préparation des échantillons de coquillages ;
- les prestations d'analyses des échantillons de coquillages ;
- les prestations complémentaires de prélèvements et d'analyses faisant suite à des suspicions de contaminations, des anomalies, des non-conformités analytiques ou des urgences sanitaires ;
- le transfert des résultats analytiques par voie informatique ;
- le cas échéant, l'organisation du transport et le bon acheminement des échantillons, vers le laboratoire, dans le respect des normes en vigueur.

■ Lieu d'exécution :

Les prélèvements et analyses ont lieu sur le territoire de la Normandie.

■ Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires) ;
- le présent document ;
- le CCTP et ses annexes ;

- Annexe n°1 : Programme
- Annexe n°2 : feuille de tournée - relevé des mesures et observations de terrain
- Annexe n°3 : informations relatives aux bulletins d'analyse
- Annexe n°4 : cahier des charges du transfert électronique des résultats d'analyses vers l'application sise-eaux (liaison laboratoire)
- Annexe n°5 : Analyses type
- Annexe n°6 : Arrêtés préfectoraux
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Agence Régionale de Santé (ARS) Normandie**, représenté par François MENGIN-LECREULX Directeur Général.

Adresse et coordonnées :

Secrétariat Général
ARS Normandie
Espace Claude Monet
2, Place Jean Nouzille
14050 Caen Cedex 4
Téléphone : 02 31 70 96 96
Courriel : ars-normandie-achats@ars.sante.fr
Site internet : <https://www.normandie.ars.sante.fr/>

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **3 lots**.

La forme principale retenue pour l'exécution du contrat est **à bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique. La forme varie selon les éléments du contrat comme suit :

Objet et forme
Lot n°1 Département du Calvados - à bons de commande sans minimum et avec maximum - <i>voir article 4 pour les montants</i>
Lot n°2 Département de la Manche - à bons de commande sans minimum et avec maximum - <i>voir article 4 pour</i>

Objet et forme

les montants

Lot n°3 Département de la Seine-Maritime - à bons de commande sans minimum et avec maximum - voir article 4 pour les montants

Définitions :

Lot : Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : Le Directeur général de l'ARS Normandie ou son représentant dûment habilité.

Toutefois, certaines prestations exceptionnelles (prestations urgentes, recontrôles, ...) seront réalisées sans transmission d'un bon de commande au préalable mais sur simple demande écrite de l'ARS.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Les durées du contrat sont les suivantes :

Elément du contrat	Durée	Montant maximum en euros HT
Lot n°1 Département du Calvados	Prise d'effet à compter de la notification du contrat jusqu'au 31 décembre 2028	55 000 €
Lot n°2 Département de la Manche	Prise d'effet à compter de la notification du contrat jusqu'au 31 décembre 2028	100 000 €
Lot n°3 Département de la Seine-Maritime	Prise d'effet à compter de la notification du contrat jusqu'au 31 décembre 2028	35 000 €

Il s'agit de la période durant laquelle peuvent être émis les bons de commande.

■ Reconduction :

Le contrat est reconductible **3 fois** maximum dans les conditions suivantes :

Période		Durée	Echéances
Lot n°1 Département du Calvados			
- Période initiale	Prise d'effet à compter de la notification du contrat jusqu'au 31/12/2025		
- Reconduction n°1	12 mois		Du 01/01/2026 au 31/12/2026
- Reconduction n°2	12 mois		Du 01/01/2027 au 31/12/2027
- Reconduction n°3	12 mois		Du 01/01/2028 au 31/12/2028
Lot n°2 Département de la Manche			
- Période initiale	Prise d'effet à compter de la notification du contrat jusqu'au 31/12/2025		
- Reconduction n°1	12 mois		Du 01/01/2026 au 31/12/2026
- Reconduction n°2	12 mois		Du 01/01/2027 au 31/12/2027
- Reconduction n°3	12 mois		Du 01/01/2028 au 31/12/2028
Lot n°3 Département de la Seine-Maritime			
- Période initiale	Prise d'effet à compter de la notification du contrat jusqu'au 31/12/2025		
- Reconduction n°1	12 mois		Du 01/01/2026 au 31/12/2026
- Reconduction n°2	12 mois		Du 01/01/2027 au 31/12/2027
- Reconduction n°3	12 mois		Du 01/01/2028 au 31/12/2028

■ Modalités de reconduction :

Le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations des bons de commande émis au titre du contrat est fixé par le titulaire dans son offre.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ Variation des prix :

Les prix sont **révisables** annuellement, à la date d'anniversaire du contrat, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule de révision suivante :

$$P = P_o \times (0,30 + 0,50 \times (\text{ICHT-TSm} / \text{ICHT-TSo}) + 0,20 \times (\text{TCHm} / \text{TCHo}))$$

dans laquelle

P = prix révisé

P_o = prix initial

ICHT-TSm = Valeur de l'indice ICHT-TS pour le mois de référence

ICHT-TSo = Valeur de l'indice ICHT-TS en vigueur au mois Mo

TCHm = Valeur de l'indice TCH pour le mois de référence

TCHo = Valeur de l'indice TCH en vigueur au mois Mo

Les indices utilisés sont les suivants :

Code index	Libellé de l'index
ICHT-TS	ICHT-TS - Indice 001565195 - ICHT-M - Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'oeuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Indices mensuels - Activités spécialisées, scientifiques et techniques
TCH	IPC - Indice TCH_2015 001763861 - Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Transports, communications et hôtellerie (TCH)

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le mois de référence est le mois d'application de la révision des prix moins 3 mois.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

■ Contenu des prix :

Les prix de prélèvement sont réputés comprendre : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux prélèvements, analyses de terrain, au déplacement, aux flaconnages, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport, à la prise en charge des échantillons et à la transmission des mesures de terrain à la Délégation départementale de l'ARS.

Les prix d'analyse sont réputés comprendre : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux analyses de laboratoire, à la prise en charge, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à la transmission informatique et l'envoi des résultats d'analyses.

Ainsi, il ne peut être facturé à l'ARS aucun frais supplémentaire que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Les prix proposés pour les prélèvements doivent résulter d'une péréquation à l'échelle du ou des département(s) et être identiques quelle que soit la situation géographique des points de prélèvements dans le ou les département(s). Ils incluent donc notamment tous les frais de transport.

La combinaison de plusieurs types d'analyses simultanées sur le même point de surveillance n'entraîne la facturation que d'un seul prélèvement (exemple ...).

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%.

Le taux de l'avance passe à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ Régime et périodicité des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

Les paiements partiels définitifs interviennent mensuellement après réalisation des prestations.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Documentation :

Pour attester la réalisation du service, le titulaire remet à l'acheteur une feuille de tournée contenant notamment le relevé des mesures et observations de terrain (Partie 3.6 Feuille de tournée, paramètres et observations terrain du CCTP)

■ Echanges de communications

Les échanges de communication entre l'ARS de Normandie et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Lorsque la notification d'une décision ou communication de l'ARS de Normandie doit faire courir un délai, ce document est notifié :

- soit directement au titulaire par téléphone, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé;
- soit par échanges dématérialisés (e-mail avec accusé de réception par retour d'e-mail);
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le titulaire procédera de la même façon s'il entend donner à sa communication une date certaine.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées au titre de l'exécution du présent accord-cadre, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

■ Personnel d'exécution

Concernant le personnel d'exécution, les prestations sont effectuées sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement :

- Aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et de ses annexes pour l'exécution des prestations ;
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs en situation irrégulière ;
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale ;
- À l'ensemble des consignes intérieures édictées par la personne publique contractante.

S'agissant des préleveurs :

- Le titulaire est responsable du choix des préleveurs.
- Le titulaire veille à ce que ses personnels disposent des compétences et formations adéquates et de la maîtrise suffisante des procédures de prélèvement. Il conserve à la disposition de l'ARS toutes les informations prouvant la formation, initiale et continue, et la qualification de ses agents assurant les prélèvements dans le cadre du présent accord-cadre.
- Le titulaire est tenu d'informer l'ARS, au moins 15 jours avant leur entrée en fonction, du nom et de la qualification des agents chargés des prélèvements relatifs à ce marché, préalablement à toute prestation de ces derniers.
- L'ARS fournit au titulaire un document d'identification à remettre à chaque préleveur, le désignant comme préleveur en application de la réglementation en vigueur.
- Le code d'identification du préleveur doit être reporté sur tous les documents utilisés dans le cadre du présent accord-cadre (fiche de prélèvement d'échantillon, rapport d'analyses...).
- Les préleveurs désignés par le titulaire doivent porter une tenue vestimentaire adaptée, sécurisée et en parfait état de propreté (vêtement de travail et EPI) et doivent faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers (personnels des opérateurs, public, etc.)

et de l'Acheteur.

- Les moyens affectés aux prélèvements et aux analyses sont détaillés dans l'offre du titulaire.

L'acheteur est en droit de refuser ou de demander le retrait des agents chargés des prélèvements qui ne donneraient pas satisfaction dans l'exécution des prestations ou qui ne peuvent justifier d'une formation ou d'une compétence suffisante.

L'acheteur peut également demander le retrait de tout personnel qui ne se conforme pas aux dispositions ci-après (accès aux sites).

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses agents.

■ **Accès aux sites – Identification**

Pour l'exécution de l'accord-cadre, les personnels du titulaire ont accès aux sites désignés par l'Acheteur. Il incombe néanmoins au titulaire de se renseigner sur les conditions et modalités d'accès aux lieux de prélèvements.

Le personnel du titulaire est soumis au règlement intérieur des lieux de prélèvements et doit se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité.

Il est notamment interdit au personnel du titulaire sur les lieux de prélèvements :

- D'amener sur les lieux de travail des enfants, des personnes étrangères à l'entreprise ou des animaux ;
- D'utiliser le téléphone ou les équipements bureautiques à des fins personnelles ;
- De détenir et consommer des boissons alcoolisées ;
- De provoquer du désordre d'une façon quelconque.

L'acheteur se réserve le droit d'interdire l'accès des sites et de demander au titulaire de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour le remplacement des agents affectés sur le site et jugés indésirables ou ne donnant pas satisfaction.

Lorsque l'éventuel cotraitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

■ **Application de la réglementation en vigueur**

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations au regard de la réglementation en vigueur.

Toute prestation (prélèvement, analyses, contrôles, ...) réalisée sans prise en compte de la réglementation en vigueur ne donnera lieu à paiement.

6.2. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le CCTP.

■ **Opérations de vérification du service fait :**

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-FCS, l'évaluation de la qualité des prestations peut être effectuée de 3 manières différentes, par ordre de priorité :

- Selon la technique de l'autocontrôle

Le titulaire doit prévenir sans délai l'acheteur de tout problème relatif à la qualité du prélèvement ou de l'analyse, qui influencerait sur les résultats d'analyses et qui lui serait imputable.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à effectuer à nouveau le prélèvement et l'analyse, à ses frais, sans aucune autre pénalité.

- Selon la technique du contrôle par l'acheteur

La conformité des prestations est vérifiée au regard des clauses définies dans le CCTP et reprises dans le mémoire technique et opérationnel produit par le titulaire du marché lors de la remise de son offre.

En cas de manquement à l'un de ces points sans information préalable de l'acheteur par le titulaire, les sanctions prévues à l'article 8.1 du présent CCAP et au CCAG-FCS s'appliqueront.

- Selon la technique des contrôles inopinés

L'acheteur se réserve le droit de participer aux tournées des agents préleveurs du laboratoire titulaire du marché sans information préalable.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

- **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Le service chargé de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire est le Pôle Santé Environnement de la Direction de la Santé Publique de l'ARS Normandie.

- **Clause environnementale :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes :

- Les matériels et produits utilisés, ainsi que les méthodes analytiques, respecteront au mieux l'environnement et s'intégreront dans une démarche de développement durable.

- Le titulaire du marché s'engage à limiter la production de déchets liés aux prélèvements et analyses, en utilisant des solutions éco-responsables.

- Le titulaire optimisera chaque tournée en regroupant des installations géographiquement proches parmi celles qu'il doit contrôler dans le mois considéré, en veillant au respect des règles de répartition et du programme établi par l'acheteur.

- Le titulaire doit privilégier des moyens de transport écologiques pour limiter l'empreinte carbone des déplacements liés aux prélèvements.

- Le titulaire s'engage à privilégier l'usage d'outils numériques pour la transmission de documents.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.3. Autres stipulations

- **Modification du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative des autorités publiques ou jurisprudentielle, la modification des prestations du Titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter sans supplément de coût pour l'Acheteur dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

L'acheteur se réserve le droit d'acquérir auprès du Titulaire retenu des prestations nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

L'acheteur peut seul décider de passer un avenant à l'accord-cadre afin de prendre en compte les évolutions précitées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du Titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le Titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

■ **Suspension du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au Titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

A l'expiration de cette durée, l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

■ **Interruption du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le Titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité. Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

L'attributaire dépose ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>. Pour son information, un email d'invitation à se connecter lui sera communiquer depuis l'adresse noreply@e-attestations.com. Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur et sous réserve que le sous-traitant dispose des agréments nécessaires à la réalisation des prestations.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour

garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

PREAMBULE - PRECISIONS TERMINOLOGIQUES

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « Règlement Général sur la Protection des Données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le Titulaire du présent marché/accord-cadre.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire du marché/ de l'accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché/accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel en vertu des dispositions d'adaptation communes au RGPD inscrites dans la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché/accord-cadre les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations objet du présent marché/accord-cadre.

OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'ACHETEUR (ARTICLE 28.3 DU RGPD)

Le Titulaire du marché/de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché/accord-cadre ;
- Informer, sans délai et en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, l'acheteur s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale notamment étasunienne ; il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant toute mise en œuvre du traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché/accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché/accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

SOUS-TRAITANCE DES ACTIVITES DE TRAITEMENT (ARTICLES 28.2 ET 28.4 DU RGPD)

Lorsque le Titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il

informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité, les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché/ de l'accord-cadre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

DROIT D'INFORMATION ET EXERCICE DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LE TRAITEMENT (ARTICLES 13 A 15 DU RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le Titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL (ARTICLE 33 DU RGPD)

Le Titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance, par courrier électronique à ars-normandie-juridique@ars.sante.fr.

SORT DES DONNÉES (ARTICLES 28.3.G DU RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché/accord-cadre, et selon le choix de l'acheteur, le Titulaire doit :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le Titulaire du marché/de l'accord-cadre doit justifier par écrit de la destruction.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Les pénalités suivantes s'appliquent :

Libellé	Motif	Critère	Pénalité
Fautes majeures pouvant avoir des conséquences sanitaires			
Transmission en urgence d'un résultat d'analyse non-conforme selon modalités et critères CCTP	Non-respect des modalités et des délais de transmission	Dès le premier constat	200 €/ par constat
Fautes majeures à l'origine de difficultés de fonctionnement pour l'acheteur			

Libellé	Motif	Critère	Pénalité
Transmission en routine des résultats d'analyses conformément au CCTP	Non-respect des délais de transmission des résultats d'analyse par type d'analyses et par jour ouvré de retard	Dès le troisième constat	20 €/ jour ouvré de retard et par constat
Communication	Communication vers des tiers (notamment presse, colloques) sur les résultats du contrôle sanitaire sans avoir reçu l'accord de l'acheteur	Dès le premier constat	500 € / par constat
Liaison informatique ARS - Laboratoire	Fichiers informatiques des résultats d'analyses corrigés non transmis sous 48h suite à un rejet ou anomalie -	Dès le 3ème constat pendant l'accord-cadre	50 € par rejet ou anomalie
	Nombre de transferts informatiques de résultats d'analyses faisant l'objet de rejet/anomalies	Dès le 5° constat	50 € par nombre de transferts avec rejet/anomalies
Prélèvements, recontrôles	Non-respect des conditions et délais prévus au CCTP	Dès le 3ème constat pendant l'accord-cadre	200 € par constat
Conditions de conservation et de transport des échantillons, délais de mise en culture	Non-respect des conditions de conservation et de transport des échantillons, Non-respect des délais de mise en culture Non mise à disposition des moyens nécessaires pour prendre en charge les échantillons prélevés par l'acheteur.	Dès le 3ème constat pendant l'accord-cadre	50 € par constat
Organisation et modalités de mise en œuvre du contrôle sanitaire	Non-respect <u>non justifié</u> du programme prévisionnel : <ul style="list-style-type: none"> • Prélèvement non fait ; Point de prélèvement non respecté ;	Dès le 3ème constat pendant l'accord-cadre	75 € / par constat
Types d'analyses	Non-respect de la commande de l'acheteur	Dès le 3ème constat pendant l'accord-cadre	75 €/ par constat

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Caen
3, Rue Arthur Leduc
BP 25086
Caen
14050 Caen Cedex 4

Téléphone : 02 31 70 72 72
Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr
Site internet : <http://caen.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ **Propriété intellectuelle :**

Par dérogation à l'article 37.2.1 du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des analyses et prélèvements à titre exclusif. Cette exclusivité concerne l'ensemble des résultats obtenus dans le cadre du marché public.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Propriété intellectuelle* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 37.2.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)